

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 31/14

Objet de la délibération : Souscription à une assurance statutaire

L'an deux mille quatorze
et le 11 Décembre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

M. Louis ARLOT, M. Lachemi BARBACHI, M. Gérard BARTOLI, Mme Marylène BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Aline CIANFARANI, M. Marc DEPAGNE, M. Alain DERVIEUX, Mme Magali DEVEZE, M. Gilbert FERRARI, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Olivier MICHEL, M. Louis TRONC,

➤ Membres à voix consultative :

M. Axel WOLFF

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 16

Procuration : 1

Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 17

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

Le Président rappelle que les établissements publics ont des obligations à l'égard de leurs agents titulaires et stagiaires (affiliés à la CNRACL), en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en cas de maladie, de décès, d'invalidité, d'incapacité, et d'accidents ou de maladies imputables ou non au service (paiement d'un capital, des frais médicaux en cas d'accident du travail et des indemnités journalières pour congés maladie, accident du travail, maternité, formation, solidarité familiale).

Afin de couvrir les risques financiers liés au personnel, le Syndicat peut souscrire un contrat d'assurance statutaire qui doit être négocié selon la procédure de marchés publics.

Le Centre de Gestion, en application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du code des marchés publics, a lancé une consultation pour le compte des collectivités affiliées qui lui auront donné mandat afin de mutualiser les risques et de bénéficier de conditions tarifaires avantageuses.

Les collectivités intéressées auront la faculté de se rattacher au contrat groupe conclu par le centre de gestion suite à cette consultation si les taux et conditions générales sont jugés satisfaisants par le Syndicat. Néanmoins, cette possibilité n'engageant pas la collectivité qui garde la faculté d'adhérer ou non à ce contrat.

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

DONNE mandat au CDG 13 pour cette consultation dans le cadre des procédures de marchés publics,

DONNE mandat au Président pour engager le Syndicat en adhérant au contrat qui sera proposé par le CDG 13 à l'issue de la consultation, si les taux et les conditions générales sont jugés satisfaisants,

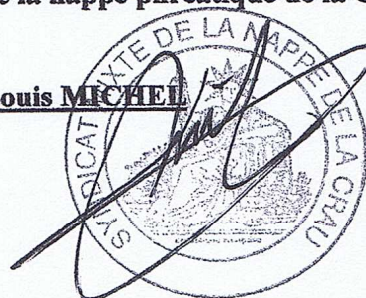
DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 011 du budget,

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.